

Unité bi départementale du Calvados et de la Manche  
1 bis rue de la Libération  
BP 70272  
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 22/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **APTAR STELMI**

rue du bocage  
50370 BRECEY

Références : 2022-50-261  
Code AIOT : 0005303800

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement APTAR STELMI implanté Rue du Bocage 50370 BRECEY. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APTAR STELMI
- Rue du Bocage 50370 BRECEY
- Code AIOT : 0005303800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise APTAR STELMI est spécialisée dans la production de composants en caoutchouc destinés à l'emballage pharmaceutique (bouchons, protèges-aiguilles et pistons).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eau (prélèvements et rejets)
- Suivi des installations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, articles 4.3.5 - 4.3.9.1 et 4.3.9.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 10/02/03	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 1.6.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a lancé des études relatives à la gestion de l'eau sur le site (prélèvements, recyclage et rejets). Des actions doivent désormais être engagées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.  Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : - Eau souterraine : 75 000 m <sup>3</sup> /an ; 400 m <sup>3</sup> /j - AEP : 5 000 m <sup>3</sup> /an ; 20 m <sup>3</sup> /j
<b>Constats :</b> Les consommations d'eau entre 2016 et 2021 ont été présentées. Elles dépassent les limites autorisées pour les deux origines de prélèvement, depuis 2019.  L'exploitant explique ce phénomène par l'augmentation des exigences de qualité issues des normes pharmaceutiques nécessitant plus de lavage des produits mais également du transfert de la production des mélanges sur le site de Brécey et de l'évolution des produits.  L'exploitant a engagé des études d'optimisation de ses consommations d'eau et notamment une réflexion sur les possibilités de recyclage de l'eau. L'inspection des installations classées précise que ce type d'études est éligible aux subventions par l'agence de l'eau Seine Normandie (AESN).  En parallèle, l'exploitant prévoit de demander une augmentation de ses prélèvements ; la possibilité de création d'un deuxième forage est à l'étude.  <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :</b> - de respecter les valeurs de prélèvements d'eau actuellement autorisées, - ou de déposer une demande d'augmentation des volumes d'eau prélevés, avec l'ensemble des justificatifs associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, articles 4.3.5 - 4.3.9.1 et 4.3.9.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4.3.5</u> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes : - n°1 : Eaux industrielles de lavage des bouchons Rejet au milieu naturel après traitement par lagunage - n°2 : Eaux de rinçage de l'atelier d'ébarbage Rejet vers la station d'épuration urbaine (STEU) de Brécey  <u>Articles 4.3.9.1 et 4.3.9.2</u> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.  - Rejets dans le milieu naturel Débit maximal journalier : 120 m <sup>3</sup> /j		
Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Matières en suspension (MEST)	35	4,2
Demande biologique en Oxygène (DBO <sub>5</sub> )	20	2,4
Demande chimique en oxygène (DCO)	125	15
Ammonium (exprimé en NH <sub>4</sub> )	0,5	0,06
Azote global (NGL)	15	1,8
Orthophosphate (exprimé en PO <sub>4</sub> )	25	3
Phosphore (exprimé en P)	10	1,2
Manganèse et composés (en Mn)	1	0,12
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5	0,6
- Rejets dans une station d'épuration collective Débit maximal journalier : 75 m <sup>3</sup> /j		
Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MEST)	135	10
Demande biologique en Oxygène (DBO <sub>5</sub> )	540	40
Demande chimique en oxygène (DCO)	940	70
Azote global (NGL)	11	0,8
Phosphore (exprimé en P)	50	4
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5	0,4
Indice phénols	0,1	7,5 g/j

**Constats :**

Les résultats des contrôles inopinés réalisés à la demande de la DREAL en 2021 et 2022 par un laboratoire extérieur font apparaître des dépassements des valeurs limites réglementaires prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 2014 concernant le point de rejet n°2 vers la STEU sur les paramètres débit, pH maximum, fer+alu (concentration et flux) et, dans une moindre mesure, flux de MES.

L'exploitant indique que :

- les dépassements de débits de rejet sont liés à l'augmentation des lavages comme précisé dans le volet prélèvements d'eau ;
- les valeurs du pH sur 24h sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté. Les dépassements de pH (supérieur à 8.5) sont ponctuels et sur une période limitée à 15 minutes ;
- les eaux du forage sont chargées en fer. Une déférisation est nécessaire avant l'envoi vers le process. Les dépassements des paramètres MES et fer proviennent des eaux de lavage du filtre à sable de la déférisation.

Concernant les deux derniers points, une étude par un prestataire est en cours.

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les résultats de l'étude de mise aux normes des rejets accompagné d'un plan d'actions.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 10.2.3																																																
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau																																																
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																																
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          Au minimum, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :          Rejet : N °1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)          Les paramètres pH, température et débit sont suivis en continu et enregistrés.          Les autres paramètres réglementés se conforment aux dispositions suivantes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Type de suivi</th> <th>Périodicité de la mesure</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MEST</td> <td><i>instantané</i></td> <td><i>mensuelle</i></td> </tr> <tr> <td>DCO</td> <td><i>instantané</i></td> <td><i>mensuelle</i></td> </tr> <tr> <td>Orthophosphate</td> <td><i>instantané</i></td> <td><i>mensuelle</i></td> </tr> <tr> <td>Phosphore</td> <td><i>instantané</i></td> <td><i>mensuelle</i></td> </tr> <tr> <td>Azote global (NGL)</td> <td><i>instantané</i></td> <td><i>mensuelle</i></td> </tr> <tr> <td>Manganèse et composés (en Mn)</td> <td><i>instantané</i></td> <td><i>mensuelle</i></td> </tr> <tr> <td>Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)</td> <td><i>instantané</i></td> <td><i>mensuelle</i></td> </tr> </tbody> </table> <p>Rejet : N °2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)          Les paramètres pH, température et débit sont suivis en continu et enregistrés.          Les autres paramètres réglementés se conforment aux dispositions suivantes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Type de suivi</th> <th>Périodicité de la mesure</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MEST</td> <td><i>moyen 24 heures</i></td> <td><i>trimestrielle</i></td> </tr> <tr> <td>DBO5</td> <td><i>moyen 24 heures</i></td> <td><i>trimestrielle</i></td> </tr> <tr> <td>DCO</td> <td><i>moyen 24 heures</i></td> <td><i>trimestrielle</i></td> </tr> <tr> <td>NGL</td> <td><i>moyen 24 heures</i></td> <td><i>trimestrielle</i></td> </tr> <tr> <td>Phosphore</td> <td><i>moyen 24 heures</i></td> <td><i>trimestrielle</i></td> </tr> <tr> <td>Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)</td> <td><i>moyen 24 heures</i></td> <td><i>trimestrielle</i></td> </tr> <tr> <td>Indice phénols</td> <td><i>moyen 24 heures</i></td> <td><i>trimestrielle</i></td> </tr> </tbody> </table>	Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	MEST	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>	DCO	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>	Orthophosphate	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>	Phosphore	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>	Azote global (NGL)	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>	Manganèse et composés (en Mn)	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>	Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>	Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	MEST	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>	DBO5	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>	DCO	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>	NGL	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>	Phosphore	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>	Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>	Indice phénols	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>
Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure																																														
MEST	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>																																														
DCO	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>																																														
Orthophosphate	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>																																														
Phosphore	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>																																														
Azote global (NGL)	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>																																														
Manganèse et composés (en Mn)	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>																																														
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	<i>instantané</i>	<i>mensuelle</i>																																														
Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure																																														
MEST	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>																																														
DBO5	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>																																														
DCO	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>																																														
NGL	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>																																														
Phosphore	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>																																														
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>																																														
Indice phénols	<i>moyen 24 heures</i>	<i>trimestrielle</i>																																														
<p><b>Constats :</b>          Le rejet en sortie de la lagune vers le milieu naturel n'est pas instrumenté. Le suivi en continu du pH, de la température et du débit n'est pas réalisé.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place le suivi prescrit.</b></p>																																																
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																																																
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale																																																
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois																																																

**N° 4 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Les résultats des contrôles sur les rejets aqueux ne sont pas transmis via l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 5 : Modifications des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suivi des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><b>Constats :</b> Le maintien des prélèvements d'eau et des débits de rejet aux dessus des valeurs autorisés nécessite une demande de régularisation.</p> <p>Le dossier devra comporter, a minima, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- description des impacts potentiels de l'augmentation des prélèvements du forage existant ou de la création d'un nouveau forage ; pour cela, il est demandé à l'exploitant de se référer aux éléments spécifiquement demandés dans le cadre de la création de forages (procédure de cas par cas) par la DREAL Normandie (disponible à l'adresse suivante : <a href="https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/acces-direct-aux-formulaires-et-teledeclaration-a1861.html">https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/acces-direct-aux-formulaires-et-teledeclaration-a1861.html</a>) ;</li> <li>- une mise à jour de l'étude relative aux possibilités de réduire ses émissions de phosphore et d'orthophosphate dans le milieu naturel avec, le cas échéant, une proposition d'actions de réduction avec un échéancier de réalisation demandée à l'article 4.3.9.10 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 ;</li> <li>- en cas d'évolution des rejets vers dans le milieu naturel, la démonstration de l'acceptabilité des rejets modifiés par le milieu ;</li> <li>- en cas d'augmentation des prélèvements sur le réseau AEP et/ou de modifications des rejets vers la STEU, l'accord du gestionnaire de ces deux installations.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées précise que, pour être acceptable, la demande d'augmentation des volumes prélevés doit s'accompagner d'un plan d'optimisation de la consommation d'eau du site.</p> <p>Lors de la demande ayant conduit à la prise de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014, une deuxième ligne de moulage à chaud, extrusion était prévue. Elle n'a jamais été mise en place. Par conséquent, le volume d'activité classé sous la rubrique 2661-1 (Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression) est de 40 t/j (80 t/j actuellement autorisés). Les installations pourraient dépendre du régime de l'enregistrement. Ainsi, l'exploitant peut demander à ce que les installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement. Cette demande est accompagnée d'un document justifiant du respect des prescriptions applicables aux installations, ainsi que, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales sollicités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet